



Paris, le 28 septembre 2010.

Madame la députée,
Monsieur le député,

Vous allez participer à la discussion et au vote du projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité.

C'est une lourde responsabilité qui vous échoit dans ce moment de tensions et de polémiques autour des questions d'immigration et d'accueil des étrangers, ressortissants communautaires ou non.

Quarante cinq associations et organismes chrétiens de notre pays ont lancé depuis plusieurs mois un appel « *Ne laissons pas fragiliser le droit de l'étranger* ». Vous le trouverez ci-joint.

Cet appel a été relayé dans les paroisses, les églises locales et auprès des autorités religieuses catholiques, protestantes et orthodoxes de notre pays.

Enfin des membres de ces organismes, présents dans votre circonscription, ont peut-être déjà attiré votre attention sur leurs inquiétudes partagées.

Devant ce projet de loi et certains des amendements qui vous sont proposés, nous voulons vous redire combien nous comptons sur vous,

sur l'exercice libre de votre conscience morale,

sur votre souci des droits dont doivent bénéficier les personnes les plus fragiles,

sur votre confiance dans les capacités d'accueil et d'intégration de notre pays,

pour refuser toute mesure qui viendrait fragiliser l'accès au droit des étrangers, durcir leurs conditions d'accueil ou les condamner par refus de séjour pour soins.

Nous voulons vous assurer de l'attention que chacun des membres de nos organismes portera à votre contribution à la discussion et au vote de ce projet de loi. Vous serez présents dans la prière des croyants, comme sont présentes celles et ceux qui exercent une responsabilité dans notre pays mais aussi les hommes et les femmes qui ont besoin de notre solidarité, de notre hospitalité, du bouclier que constitue le respect des droits fondamentaux de l'être humain.

Nos organismes sont à votre disposition pour vous faire part de leurs inquiétudes, de leurs interrogations et de leurs propositions sur le projet de loi et les amendements en discussion.

Nous nous adressons à vous avec la conviction que les chrétiens, sans volonté de puissance mais dans un esprit de service, peuvent être entendus quand ils expriment le souci de l'intérêt général et de chaque personne.

Nous vous prions de croire, Madame la députée, Monsieur le député, à notre haute considération.

Au nom des 45 organismes,
les responsables des associations à l'initiative de l'appel.